



Département Finances Développement Economique

NL/CG/AR/AH/BLN

Dossier suivi par Claire GEKAS, Nathalie LACOMBE et Alain ROBY

LES DISPOSITIONS A CARACTERE FISCAL OU ECONOMIQUE DE LA LOI RELATIVE AU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX

▪ Cette loi, qualifiée de « **boîte à outils à la disposition des acteurs du développement rural** », a pour **principaux objectifs** :

- le développement des territoires ruraux les plus fragiles,
- l'encouragement de l'emploi,
- la relance du logement,
- la préservation et la valorisation des espaces naturels et spécifiques,
- la modernisation de l'aménagement foncier,
- l'amélioration du service public,
- le renforcement des capacités d'intervention des collectivités publiques.

▪ Le **développement des activités économiques** passe par les **zones de revitalisation rurale**, dont les périmètres sont redéfinis, afin de tenir compte de l'évolution démographique et socio-économique. Les mesures visant au **développement économique** sont, notamment, l'**encouragement** :

- à l'acquisition de **logements**,
- à la rénovation ou à la réhabilitation du **bâti ancien** et de l'**immobilier d'entreprise**,
- à la création ou la reprise d'**activités commerciales**,
- à la reprise d'**activités artisanales ou non commerciales**.

▪ Ces encouragements se traduisent entre autres par des **exonérations**, facultatives ou de droit, de **taxes foncière ou professionnelle** :

- extension de l'**exonération de taxe professionnelle de droit** en ZRR :
 - aux **créations d'activités non commerciales**,
 - et, dans les **communes de moins de 2000 habitants**, aux **créations d'activités commerciales** et aux **reprises d'activités commerciales, artisanales ou non commerciales**, [art. 2 et 7]
- prolongation possible à **5 ans** de la durée des **exonérations facultatives** en faveur des **entreprises nouvelles**, [art. 9]
- prolongation possible à **5 ans** de l'**exonération facultative de taxe professionnelle** en faveur des **médecins et auxiliaires médicaux** et extension aux **vétérinaires ruraux**, [art. 114]

- **exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties** (15 ans) en faveur des personnes physiques acquérant et améliorant des **logements locatifs en ZRR**, avec l'aide de l'**Anah**, [art. 10]
 - calcul des **bases d'imposition des logements des salariés agricoles saisonniers et des apprentis au prorata de la durée d'utilisation**, [art. 98]
 - prorogation jusqu'en **2014** du **dégreèvement** de la part communale de **taxe foncière sur les propriétés non bâties** en faveur des **terres gérées par les associations pastorales**, [art. 123]
 - **exonération de droit de taxe foncière sur les propriétés non bâties** (5 ans, renouvelables) en faveur des terrains situés dans les **zones humides** ou dans un **site Natura 2000**. [art. 137 et 146]
- L'ensemble des **dispositions** ayant un **caractère fiscal ou économique** figurant dans la loi relative au développement des territoires ruraux (LRDTR) et concernant directement les **communes** et **communautés** sont **présentées** et **analysées** dans cette note.

SOMMAIRE

LES DISPOSITIONS A CARACTERE FISCAL -----	4
LES NOUVEAUX CRITERES DE DELIMITATION DES ZRR-----	4
LE CAS GENERAL.....	4
LES DEUX CAS PARTICULIERS.....	4
LE REGIME TRANSITOIRE	5
LES NOUVELLES EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS LES ZRR -----	5
LES EXONERATIONS DE TP DE DROIT EN FAVEUR DES CREATIONS ET REPRISES D'ACTIVITES DANS LES COMMUNES DE 2000 HABITANTS...	5
L'EXONERATION DE TP DE DROIT EN FAVEUR DES CREATIONS D'ACTIVITES REALISEES PAR DES ENTREPRISES EXERÇANT UNE ACTIVITE NON COMMERCIALE.....	6
LES EXONERATIONS FACULTATIVES RELATIVES AUX CREATIONS D'ACTIVITES PROFESSIONNELLES NON COMMERCIALES EN ZRR.....	8
LE MAINTIEN DE CERTAINS AVANTAGES FISCAUX DANS LES ZRR-----	8
LES COMPENSATIONS VERSEES AUX COLLECTIVITES-----	9
LA PROLONGATION POSSIBLE (JUSQU'A 5 ANS)DE L'EXONERATION FACULTATIVE DE TFPB ET DE TP EN FAVEUR DES ENTREPRISES CREEES DANS LES ZAT, ZRU, ZRR ET TRDP -----	9
LE REMBOURSEMENT DES EXONERATIONS ET DES AIDES PAR LES ENTREPRISES CESSANT VOLONTAIREMENT LEUR ACTIVITE -----	10
L'EXONERATION FACULTATIVE DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES EN FAVEUR DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ACQUIS ET AMELIORES AVEC L'AIDE DE L'ANAH -----	11
LE CALCUL DES BASES DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES ET DE LA TAXE D'HABITATION POUR LES LOGEMENTS AFFECTES AUX SALARIES AGRICOLES SAISONNIERS ET AUX APPRENTIS -----	12
L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS PLANTES EN ARBRES TRUFFIERS-----	12
L'ELARGISSEMENT DE L'EXONERATION DE TAXE PROFESSIONNELLE PREVUE DES MEDECINS, AUXILIAIRES MEDICAUX ET VETERINAIRES RURAUX -----	13
LE PROLONGEMENT DE L'EXONERATION DES DROITS DE MUTATION SUR LES ACQUISITIONS DE BOIS ET FORETS DESTINES AU REBOISEMENT -----	14
LE PROLONGEMENT DU DEGREVEMENT DE TFPNB SUR LES PRES ET LANDES COMPRIS DANS LE PERIMETRE D'UNE ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE-----	15

L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS SITUES DANS LES ZONES HUMIDES	15
L'EXONERATION DE 50 % POUR LES TERRAINS SITUES EN ZONE HUMIDE	15
L'EXONERATION TOTALE POUR LES TERRAINS SITUES DANS LES ZONES NATURELLES	16
LA COMPENSATION VERSEE AUX COLLECTIVITES	16
L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS SITUES DANS UN SITE NATURA 2000	16
LES MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA TVA POUR LES LOCATIONS D'IMMEUBLES A USAGE PROFESSIONNEL CONSENTIES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES	17
LE SOUTIEN AUX ACTIVITES ECONOMIQUES ET AU MAINTIEN OU A L'INSTALLATION DE CERTAINS PROFESSIONNELS EN MILIEU RURAL	18
LA POSSIBILITE POUR LES COLLECTIVITES DE CREER DES SERVICES DE PREMIERE NECESSITE	18
LA CREATION DES SOCIETES D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL (SIDER)	19
LES DOMAINES D'INTERVENTION	19
LES MOYENS D'INTERVENTION	19
LA FORME JURIDIQUE	20
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	20
LES AVANTAGES FISCAUX	20
LES AIDES OCTROYEES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES POUR FAVORISER LE MAINTIEN OU L'INSTALLATION DE PROFESSIONNELS DE SANTE	21
L'AIDE A L'INSTALLATION DES PROFESSIONNELS DE SANTE, AUX CENTRES DE SANTE ET AUX MAISONS MEDICALES	21
L'ATTRIBUTION D'INDEMNITES AUX ETUDIANTS EN MEDECINE	22
L'ELIGIBILITE AU FCTVA DE CERTAINS INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS	22
ANNEXE 1	
LES DISPOSITIONS ANTERIEURES A LA LOI DU 23 FEVRIER 2005 APPLICABLES DANS LES TERRITOIRES RURAUX DE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRE (TRDP)	23
ANNEXE 2	
LES DISPOSITIONS ANTERIEURES A LA LOI DU 23 FEVRIER 2005 APPLICABLES DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALE (ZRR)	24
ANNEXE 3	
ACTIVITES : QUELQUES DEFINITIONS UTILES	25
ANNEXE 4	
L'ARTICLE 1465 DU CODE GENERAL DES IMPOTS RELATIF AUX EXONERATIONS FACULTATIVES DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS LES TERRITOIRES RURAUX DE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRE	26
ANNEXE 5	
L'ARTICLE 1465 A DU CODE GENERAL DES IMPOTS RELATIF A LA DEFINITION DES ZONES DE REVITALISATION RURALE ET AUX EXONERATIONS DE DROIT DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS CES ZONES	27
ANNEXE 6	
LA COMPENSATION DES EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS LES ZRR VISEES A L'ARTICLE 1465 A DU CGI (ARTICLE 52-III MODIFIE DE LA LOI D'ORIENTATION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, ARTICLE 95 DE LA LOI DE FINANCES POUR 1998 ET ARTICLE 53 DE LA LOI DE FINANCES POUR 2004	28

LES DISPOSITIONS A CARACTERE FISCAL

LES NOUVEAUX CRITERES DE DELIMITATION DES ZRR

[Article 2 - I - 2°]

(Article 1465 A-II du CGI)

LE CAS GENERAL

- Les **zones de revitalisation rurale (ZRR)** comprennent les **communes membres** d'un **EPCI à fiscalité propre** incluses dans un **arrondissement** ou un **canton caractérisé** :
 - par une **très faible densité de population**,
 - ou par une **faible densité** de population et satisfaisant à l'un des **trois critères socio-économiques suivants** :
 - un **déclin** de la **population**,
 - un **déclin** de la **population active**,
 - une **forte proportion** d'**emplois agricoles**.

☞ *Afin de favoriser le développement de l'intercommunalité, la délimitation du périmètre des ZRR s'effectue à partir du territoire des EPCI à fiscalité propre (tous les types de communautés). Le nécessaire lien qui existait entre les TRDP et les ZRR est supprimé.*

- La **modification** du **périmètre** de l'**EPCI en cours d'année** n'emporte d'**effet**, le cas échéant, qu'à compter du **1^{er} janvier de l'année suivante**.
- Un **décret en Conseil d'Etat** précisera les **conditions d'application** des nouvelles dispositions relatives aux ZRR, et en particulier les **critères** et les **seuils** applicables. La **délimitation** exacte de ces zones sera également effectuée par **décret**.
- Le **dispositif des ZRR** fera l'objet d'une **évaluation au plus tard en 2009**.

LES DEUX CAS PARTICULIERS

- Les **EPCI à fiscalité propre** dont au moins la **moitié** de la **population** est incluse en **ZRR** (en application des critères précités) sont, pour l'**ensemble** de leur **périmètre**, **inclus** dans ces zones.
- Les **ZRR** comprennent également les **communes** appartenant au **1^{er} janvier 2005** à un **EPCI à fiscalité propre** dont le **territoire** :
 - présente une **faible densité de population**,
 - et satisfait à l'un des **trois critères socio-économiques** précités.

☞ *Ainsi, les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre incluses dans un arrondissement ou un canton ne répondant pas aux conditions nécessaires sont classées en ZRR, si ces conditions sont remplies au niveau de l'EPCI dont elles sont membres au 1^{er} janvier 2005.*

Si ces **communes** intègrent un **EPCI à fiscalité propre non inclus** dans une **ZRR**, elles conservent le **bénéfice** de ce **classement jusqu'au 31 décembre 2009**.

☞ *Même si la population totale de ces communes et de celles membres de l'EPCI classées en ZRR est supérieure à la moitié de la population totale de l'EPCI, les communes qui n'étaient pas classées en ZRR restent hors ZRR.*

LE REGIME TRANSITOIRE

- Les **communes** classées en **ZRR antérieurement** à la loi relative au développement des territoires ruraux, qui respectent les critères démographiques et socio-économiques précités, mais qui ne sont **pas membres** d'un **EPCI à fiscalité propre**, restent **classées** en ZRR **jusqu'au 31 décembre 2006**.

Le **zonage** et les **dispositions** relatifs aux **territoires ruraux de développement prioritaire** demeurent également en vigueur **jusqu'au 31 décembre 2006**.

[VOIR LES ARTICLES 1465 ET 1465 A EN ANNEXES 4 ET 5]

LES NOUVELLES EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS LES ZRR

LES EXONERATIONS DE TP DE DROIT EN FAVEUR DES CREATIONS ET REPRISES D'ACTIVITES DANS LES COMMUNES DE 2 000 HABITANTS

[Article 2 - IV]

(Article 1465 A-I 2^{ème} alinéa du CGI)

Le champ d'application

- **Sauf délibération contraire** de la **collectivité territoriale** ou de l'**EPCI**, sont désormais **exonérées** de taxe professionnelle **pendant 5 ans**, pour les opérations suivantes effectuées dans les **communes de moins de 2.000 habitants** :
 - les **créations d'activités commerciales**,
 - les **reprises d'activités commerciales, artisanales ou non commerciales** réalisées par des **entreprises** exerçant le **même type d'activité**.

☞ *La disposition relative aux reprises des activités commerciales ou artisanales a été introduite par l'Assemblée Nationale contre l'avis du Gouvernement, qui craignait qu'elle ne soit contestée par les autorités communautaires, qui insistent pour que les aides publiques ne bénéficient qu'aux créations d'activités.*

Cette disposition a néanmoins été maintenue, compte-tenu du nombre de fermetures de commerce d'alimentation (multiplié par 3 entre 1980 et 1998).

- L'**exonération** s'applique :
 - **à compter du 1^{er} janvier**, pour les **créations d'activités commerciales**, ainsi que pour les **reprises d'activités commerciales ou artisanales**,
 - **à compter de l'entrée en vigueur de la loi**, pour les **reprises d'activités non commerciales**.

[VOIR LES DEFINITIONS RELATIVES AUX ACTIVITES, CREATIONS ET REPRISES EN ANNEXE 3]

Les conditions d'exonération

- Pour bénéficier de cette exonération, l'activité doit être exercée dans l'établissement avec moins de 5 salariés.
- La condition tenant à l'activité doit être remplie au niveau de l'entreprise comme celui de l'établissement situé dans la commune de moins de 2000 habitants.
- **Aucun agrément** ou **aucune condition** relative à la réalisation d'investissements ou à la création d'emplois ne sont requis.

Les modalités d'exonération

- Pour bénéficier **dès 2005** de la nouvelle exonération, les entreprises concernées doivent en faire la **demande** auprès du service des impôts dans les **60 jours** de la **publication de la loi**, soit **avant le 26 avril 2005**.

☞ *L'exonération sera accordée en 2005 sous forme de dégrèvement.*

L'opposition possible à l'exonération

- Dans le cas où la **collectivité territoriale** ou l'**EPCI à fiscalité propre** souhaiterait **s'opposer** à l'application en **2005** de ces **exonérations**, la **délibération** correspondante doit être prise **dans les 60 jours** de la **publication de la loi**, soit **avant le 26 avril 2005**.

☞ *Cette délibération ne peut pas limiter la suppression de l'exonération à certaines catégories d'opérations.*

Les autres exonérations de TP dans les ZRR, déjà prévues par le CGI concernent « les entreprises procédant :

- soit à des décentralisations, extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique,
- soit à une reconversion dans le même type d'activités,
- soit à la reprise d'établissements industriels en difficulté exerçant le même type d'activité ».

Cette exonération peut également s'appliquer « aux artisans qui effectuent principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou des prestations de services, et pour lesquelles la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global ».

[VOIR ANNEXE 2]

L'EXONERATION DE TP DE DROIT EN FAVEUR DES CREATIONS D'ACTIVITES REALISEES PAR DES ENTREPRISES EXERÇANT UNE ACTIVITE NON COMMERCIALE

[Article 7-I à III]

(Article 1465 A – 9^{ème} alinéa du CGI)

Le champ d'application

- L'exonération de droit de **taxe professionnelle**, pendant **5 ans**, prévue à l'article 1465 A, est étendue aux **créations d'activités** dans les ZRR, réalisées à **compter du 1^{er} janvier 2004** par des entreprises exerçant une **activité professionnelle non commerciale**, au sens de l'article 92-1^{er} alinéa du CGI (**professions libérales, charges et offices**, etc.).

[VOIR LES DEFINITIONS CORRESPONDANTES EN ANNEXE 3]

- La **condition** tenant à l'**activité exercée** s'apprécie **au niveau de l'entreprise**, c'est-à-dire de l'**ensemble des établissements** exploités par un **même contribuable** (et non au niveau de l'établissement créé).

☞ *Dès lors que l'activité principale de l'entreprise est non commerciale, celle exercée dans l'établissement pourrait n'être non commerciale qu'à titre accessoire.*

- **Aucun agrément** ou **aucune condition** relative à la réalisation d'**investissements** ou à la création d'**emplois** ne sont requis.

☞ *Cette exonération s'appliquait auparavant uniquement aux créations d'activités dans les ZRR réalisées par des artisans (effectuant principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou des prestations de services et pour lesquels la rémunération représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global).*

Les modalités d'exonération

- Pour bénéficier de cette **exonération**, les entreprises doivent en faire la **demande**, pour chaque établissement, auprès du service des impôts **avant le 1^{er} janvier** de l'**année suivant** celle de la **création**. Pour qu'un **établissement créé en 2004** puisse bénéficier de l'exonération dès **2005**, la **demande** doit être faite dans les **60 jours** de la **publication de la loi**, soit **avant le 26 avril 2005**.

L'opposition possible à l'exonération

- Dans le cas où la **collectivité territoriale** ou l'**EPCI à fiscalité propre** souhaiterait **s'opposer** à l'application en **2005** de ces **exonérations**, la **délibération** correspondante doit être prise dans les **60 jours** de la **publication de la loi**, soit **avant le 26 avril 2005**.

LES RAISONS D'UNE EVENTUELLE OPPOSITION A L'APPLICATION DE L'EXONERATION

- Une **commune** ou une **communauté** pourrait **s'opposer** à l'application de cette **exonération** (ou de celle applicable dans les **communes de moins de 2000 habitants**) essentiellement pour **éviter une distorsion de concurrence sur son territoire** (entre les activités existantes et les nouvelles).
- En ce qui concerne les **communautés de communes à fiscalité additionnelle**, la **motivation** pourrait être **différente**. En effet, les **exonérations** de l'article 1465 A du CGI sont ainsi **compensées** [voir les annexes 5 et 6] :
 - pour les **créations** (autres qu'artisanales) et **extensions d'activités**, la **compensation** est calculée au **taux pratiqué** dans l'EPCI en **1994**,
 - pour les **décentralisations**, les **reprises d'entreprises en difficulté** et les **créations d'activités artisanales**, la **compensation** est calculée au **taux** pratiqué dans l'EPCI en **1997**.

Dans le cas où la communauté de communes à fiscalité additionnelle n'existait pas en 1994 ou 1997, elle ne perçoit pas de compensation.

☞ *La commune d'implantation perçoit celle-ci au taux qu'elle pratiquait en 1994 ou 1997 – même s'il a baissé depuis -, mais aucune disposition ne permet le reversement d'une partie de ce produit à la communauté.*

Une **communauté** (à fiscalité additionnelle) qui verrait une entreprise **créer** sur son territoire une **activité**, avec des **bases de taxe professionnelle très importantes**, pourrait **s'interroger** et, le cas échéant, décider de **s'opposer**, de **façon générale**, à l'application de l'exonération, afin de ne **pas attendre 5 ans** avant de bénéficier d'un retour de cette **taxe**.

☞ *Il sera nécessaire, avant de prendre une telle décision, de bien en appréhender toutes les conséquences.*

- Les **deux nouvelles exonérations** applicables en **ZRR** semblent être **compensées** aux **taux 1994 (créations)** et **1997 (reprises)** et **non au taux 2004**, ce qui paraîtrait davantage équitable [voir page 8].

☞ *Les EPCI levant la TPU, même s'ils n'existaient pas en 1994 ou en 1997, perçoivent les compensations.*

[VOIR LES MODALITES DE CALCUL EN ANNEXE 6]

LES EXONERATIONS FACULTATIVES RELATIVES AUX CREATIONS D'ACTIVITES PROFESSIONNELLES NON COMMERCIALES EN ZRR

[Article 7-IV]

(Articles 44 sexies I,
1383 A, 1464 B et 1602 du CGI)

- L'article 7 – IV de la LRDT étend l'**exonération d'impôt sur les bénéfices aux entreprises** :
 - **créées à compter du 1^{er} janvier 2004** dans les **ZRR**,
 - et exerçant une **activité professionnelle** au sens du **1 de l'article 92 du CGI** (professions libérales, charges et offices, etc.).
- En conséquence, les **établissements** des entreprises qui exercent une **activité professionnelle non commerciale** peuvent temporairement (**de 2 à 5 ans**) être **exonérés sur délibération** des collectivités :
 - de **taxe professionnelle**,
 - de **taxe foncière sur les propriétés bâties**,
 - de **taxes pour frais chambres de commerce et d'industrie ou de métiers**.
- Les **délibérations** prises **avant la LRDT** ne peuvent être **rapportées** :
 - que pour l'**ensemble** des **entreprises nouvelles** bénéficiant des dispositions de l'**article 44 sexies du CGI**,
 - et non **pas seulement** pour les **entreprises** entrant dans le **champ d'application** de cet **article** du fait de la **nouvelle mesure**.

LE MAINTIEN DE CERTAINS AVANTAGES FISCAUX DANS LES ZRR

[Article 2-III]

(Articles 44 sexies, 239 sexies D,
1594 F quinquies, 1383 A, 1464 B et 1602 A du CGI)

- L'article 2-III de la LRDT spécifie que certaines **dispositions** actuellement **applicables en ZRR**, du fait de l'**inclusion** de ces zones **dans les TRDP**, restent **applicables** dans les **ZRR « nouvelle définition »**, même **après 2006**. Il s'agit de **dispositions** relatives :
 - à l'**exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices** (art. 44 sexies du CGI),
 - aux **avantages fiscaux** aux preneurs de **contrats de crédit-bail immobilier** (art. 239 sexies D du CGI),
 - à la **réduction des droits de mutation** pour les acquisitions d'immeubles ruraux exploités par des **jeunes agriculteurs** (art. 1594 F quinquies du CGI).
- En conséquence, les **exonérations facultatives** de **taxe foncière** et de **taxe professionnelle** (prévues aux articles 1383 A, 1464 B et 1602 A du CGI) en faveur des **entreprises nouvelles exonérées d'impôts sur les bénéfices** (au titre de l'article 44 sexies du CGI) sont également **maintenues**.

[VOIR PAGE 10]

LES COMPENSATIONS VERSEES AUX COLLECTIVITES

[Articles 2 IV – 4 et 3]

(Article 95 de la LF 1998)

- L'État compense chaque année, à compter de 2005, les pertes de recettes résultant de l'exonération prévue pour les créations d'activités commerciales et les reprises d'activités commerciales ou artisanales en ZRR :
 - aux collectivités territoriales,
 - aux EPCI à fiscalité propre,
 - aux fonds départementaux de péréquation de la TP.
- La compensation est établie selon les modalités prévues aux III et IV de l'article 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997. Cet article précise que la compensation est égale au produit suivant :

Perte de base Résultant chaque année et pour chaque collectivité de l'exonération	x	taux de TP appliqué en 1994 (créations et extensions), en 1997 (décentralisations, reprises et artisans)
---	---	--

☞ Les compensations sont habituellement calculées avec le taux en vigueur l'année précédant la mise en place de l'exonération. Il serait donc plus juste que les nouvelles exonérations soit compensées au taux constaté en 2004, et non aux taux 1994 ou 1997.

- A compter de 2004, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser ces pertes de recettes dues aux exonérations prévues à l'article 1465 A du CGI (à l'exception de celles faisant l'objet de la compensation mentionnée au III de l'article 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995).

☞ Suite à la suppression du fonds national de péréquation (par l'article 52 de la LF 2004), cette disposition vise à compléter la LF 1998, qui fixe les modalités de compensation au profit des collectivités territoriales du fait des exonérations de TP applicables en ZRR, en précisant que désormais la compensation est prise en charge par l'Etat (et non par la FNPTP). Le principe et les modalités de calcul de la compensation ne sont pas modifiés.

[VOIR LE MODE DE CALCUL DES COMPENSATIONS « ZRR » EN ANNEXE 6]

LA PROLONGATION POSSIBLE (JUSQU'A 5 ANS) DE L'EXONERATION FACULTATIVE DE TFPB ET DE TP EN FAVEUR DES ENTREPRISES CREEES DANS LES ZAT, ZRU, ZRR ET TRDP

[Article 9]

(Articles 1383 A, 1464 B et
1602 A du CGI)

SITUATION ANTERIEURE

- Les collectivités territoriales, les EPCI et les chambres consulaires peuvent exonérer, pendant 2 ans, les entreprises nouvelles créant ou reprenant un établissement à une entreprise en difficulté (et bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les bénéfices au titre des articles 44 sexies ou septies du CGI) :
 - de taxe professionnelle,
 - de taxe foncière sur les propriétés bâties,
 - de taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie ou de métiers.

☞ Depuis les impositions établies au titre de 2004, l'exonération est accordée dans la limite des règles communautaires « de minimis ».

▪ Les **exonérations** accordées aux entreprises bénéficiant de l'**article 44 sexies** s'appliquent aux **créations d'entreprises** :

- réalisées **jusqu'au 31 décembre 2009** dans les **zones d'aménagement du territoire (ZAT)**, les **zones de redynamisation urbaine (ZRU)** et les **zones de revitalisation rurale (ZRR)**,
- réalisées **jusqu'au 31 décembre 2006** dans les **territoires ruraux de développement prioritaire**.

▪ Les **exonérations** accordées aux entreprises bénéficiant de l'**article 44 septies** s'appliquent aux sociétés créées pour le **reprise d'établissements industriels en difficulté, jusqu'aux impositions** établies au titre de **2006**.

DISPOSITION NOUVELLE

▪ L'article 9 de la LRDR prévoit que les **assemblées délibérantes** instituant ces exonérations peuvent **choisir leur durée entre 2 et 5 ans**.

☞ La prolongation de la durée d'exonération semble ne concerner que les entreprises nouvelles auxquelles est appliqué l'article 44 sexies, le régime prévu à l'article 44 septies venant à expiration fin 2006.

La période d'application de ces exonérations commence à courir à compter de l'année suivant celle de la création de l'entreprise.

▪ Les **délibérations** prises **avant le 1^{er} octobre** d'une année s'appliquent aux **entreprises créées à compter du 1^{er} janvier** de cette même année.

☞ Dans la pratique, la nouvelle disposition ne s'applique donc qu'aux entreprises créées à compter de 2005 (et non, comme le texte l'indique, de 2004), à condition que les assemblées aient délibéré avant le 1^{er} octobre 2005.

LE REMBOURSEMENT DES EXONERATIONS ET DES AIDES PAR LES ENTREPRISES CESSANT VOLONTAIREMENT LEUR ACTIVITE

[Article 6]

▪ Toute **entreprise** ou tout **organisme** qui **cesse volontairement** son **activité** en **zone de revitalisation rurale**, en la **délocalisant** dans un autre lieu (après avoir bénéficié d'une aide au titre des **dispositions spécifiques** à ces **ZRR**) **moins de 5 ans** après la **perception** de ces aides, est tenu de :

- **verser** les **sommes** qu'elle n'a **pas acquittées** en vertu des **exonérations** qui lui ont été consenties,
- et, le cas échéant, de **rembourser** les **concours** qui lui ont été attribués.

▪ Un **décret** fixe les **modalités d'application** de cette disposition.

☞ Le Sénat avait jugé cette disposition :

- en partie inutile, dans la mesure où il existe déjà un tel mécanisme pour la taxe professionnelle (10^{ème} alinéa de l'article 1465, et dernier alinéa du II de l'article 1465 A du CGI),
- et dissuasive vis à vis des entreprises désirant s'installer en ZRR.

Elle a finalement été réintroduite, avec un élargissement à tout type d'aide, à un moment où la question des délocalisations se pose avec acuité.

L'EXONERATION FACULTATIVE DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES EN FAVEUR DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ACQUIS ET AMELIORES AVEC L'AIDE DE L'ANAH

[Article 10]

(Article 1383 E du CGI)

- Un **nouveau cas d'exonération de longue durée** est institué au profit de **certains logements sociaux**.

Le champ d'application

- Sont **exonérés** les **logements** répondant aux **critères** suivants :
 - logements visés au 4° de l'article L 351-2 du code de la construction et de l'habitation (**logements conventionnés** ouvrant droit à l'**APL**),
 - **logements** qui sont, en vue de leur **location, acquis puis améliorés**, par des **personnes physiques**, au moyen d'une **aide financière** de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (**ANAH**),
 - logements situés dans des **ZRR**.

Les conditions d'exonération

- La **décision** de la **subvention** doit intervenir dans un **délaï de deux ans** au plus à compter de l'année suivant celle de l'**acquisition des logements**.
- Pour bénéficier de l'exonération, le **propriétaire** doit adresser au **service des impôts**, **avant le 1^{er} janvier de la première année d'application** de l'exonération, une **déclaration** conforme au modèle établi par l'administration.

Les modalités d'exonération

- Contrairement aux autres exonérations existant en matière de logements sociaux, qui sont pour la plupart applicables de plein droit, il s'agit d'une **exonération facultative**, instituée par une **délibération** des collectivités locales et des EPCI.
- L'exonération porte sur la **totalité** de la part de taxe foncière revenant à la collectivité ayant institué le dispositif.
- La **délibération** doit être prise **avant le 1^{er} octobre** d'une année pour être applicable l'année suivante. Elle reste valable tant qu'elle n'a pas été rapportée.

☞ La loi prévoit que l'exonération s'applique aux logements acquis à compter du 1^{er} janvier 2004. En pratique, les collectivités n'ayant pu délibérer à temps pour une mise en œuvre en 2005, l'exonération ne pourra s'appliquer au plus tôt que pour les impositions établies au titre de 2006, pour les collectivités ayant pris une délibération avant le 1^{er} octobre 2005.

- L'exonération est applicable à **compter de l'année qui suit celle de l'achèvement des travaux d'amélioration**. Elle s'applique **pendant 15 ans**, mais cesse de s'appliquer à compter de 1^{er} janvier de l'année qui suit une période continue d'au moins 12 mois au cours de laquelle les logements n'ont plus fait l'objet d'une location.
- Cette exonération n'est **pas compensée**, puisqu'il s'agit d'une **exonération facultative**.

LE CALCUL DES BASES DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES ET DE LA TAXE D'HABITATION POUR LES LOGEMENTS AFFECTES AUX SALARIES AGRICOLES SAISONNIERS ET AUX APPRENTIS

[Article 98]

(Articles 1388 quater et 1411 bis du CGI)

- Cet article modifie le **calcul des bases d'imposition** à la **taxe foncière sur les propriétés bâties** et à la **taxe d'habitation des logements affectés exclusivement aux salariés agricoles saisonniers** (autres que le propriétaire du logement, son conjoint, les membres du foyer fiscal, les ascendants et descendants de l'exploitant agricole) et aux **apprentis**.
- La **valeur locative** des locaux considérés est **calculée au prorata de leur durée d'utilisation** pour l'hébergement des **salariés agricoles saisonniers** ou d'**apprentis** l'**année précédant** celle au titre de laquelle l'**imposition** est établie.
- Pour bénéficier de ces dispositions, le **propriétaire** des locaux doit adresser au **service des impôts, avant le 1^{er} janvier de chaque année**, une **déclaration** conforme au modèle de l'administration, comportant tous les éléments d'identification des biens, accompagnée de tous les éléments justifiant de l'affectation des locaux.

☞ *Compte-tenu de ces obligations déclaratives, ces dispositions s'appliqueront donc à compter de 2006.*

L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS PLANTES EN ARBRES TRUFFIERS

[Article 43]

(Articles 1394 C et 1395 B du CGI)

- Les **règles** en matière de **terrains plantés en arbres truffiers** ont été **modifiées** à plusieurs reprises :
 - à l'origine, une **exonération facultative** d'une durée de **15 ans**, sur délibération des collectivités, a été instituée,
 - la loi de finances pour 2004 a transformé le régime d'**exonération** : celle-ci reste facultative, mais devient **permanente**. A compter de 2005, les exonérations décidées par les collectivités locales s'appliquent tant que les délibérations qui les ont instituées n'ont pas été rapportées.
Par ailleurs, les exonérations en cours au 1^{er} janvier 2005, prises pour 15 ans, restent maintenues pour la période restant à courir.
 - la loi sur les territoires ruraux institue une **exonération de plein droit**, pendant les **50 premières années** du semis, de la plantation ou de la replantation, au profit des terrains nouvellement plantés en arbres truffiers.
- Cette exonération s'applique à **compter du 1^{er} janvier 2005**. Bien **que de droit**, elle ne semble **pas** faire l'objet d'une **compensation**.
- **Deux régimes d'exonération** continuent donc à s'appliquer :
 - les **exonérations**, en cours, fondées sur le régime initial, qui continuent à s'appliquer jusqu'à leur terme ; ce régime est appelé à s'éteindre progressivement ; elles concernent concrètement **les terrains plantés en arbres truffiers jusqu'au 31-12-2004**,
 - le **nouveau régime d'exonération** qui concerne les **terrains plantés en arbres truffiers à compter du 1^{er} janvier 2005**.

L'ELARGISSEMENT DE L'EXONERATION DE TAXE PROFESSIONNELLE PREVUE AU PROFIT DES MEDECINS, AUXILIAIRES MEDICAUX ET VETERINAIRES RURAUX

[Article 114]

(Article 1464 D du CGI)

- **Jusqu'à présent**, les collectivités locales et les EPCI pouvaient instituer, **de manière facultative**, une **exonération de taxe professionnelle pendant 2 ans**, au profit des **médecins** et des **auxiliaires médicaux**, qui, pour leur **première installation à titre libéral**, s'implantaient dans une **commune de moins de 2000 habitants**.

Cet article **élargit le champ d'application** de cette exonération, en en modifiant les aspects suivants :

- suppression de la **condition de première installation**,
- allongement de la **durée possible d'exonération**,
- extension de la **zone géographique d'exonération**,
- élargissement à certains **vétérinaires**.

Le champ d'application

- L'**exonération facultative** que peuvent instituer les collectivités locales et leurs EPCI s'applique **désormais** :
 - aux **médecins et auxiliaires médicaux** qui s'établissent ou se regroupent :
 - dans une **commune de moins de 2000 habitants**,
 - dans une **commune située en ZRR, sans condition de taille**,
 - aux **vétérinaires** exerçant un **mandat sanitaire** concernant **au moins 500 bovins de plus de 2 ans ou équivalent ovins/caprins** (il s'agit en pratique de vétérinaires ruraux s'occupant d'élevage) ; **aucune condition géographique** n'est posée.
- L'exonération **ne s'applique pas** aux créations d'établissement résultant d'un **transfert**, lorsque le redevable a, au titre d'une ou plusieurs des 5 années précédant celle du transfert, bénéficié de l'**exonération** au titre de l'installation dans une **ZRR**. En cas de **transfert** réalisé à partir d'une **zone ne constituant pas une ZRR**, l'exonération **s'applique**.

Les modalités d'exonération

- L'exonération s'applique pendant une **durée de 2 à 5 ans**, selon le **choix** effectué par la **collectivité** ; elle porte sur la **totalité** de la part revenant aux collectivités ayant institué le dispositif.

Les délibérations peuvent concerner, parmi les **catégories de professionnels de la santé** mentionnées dans l'article, **une seule** de ces catégories, **plusieurs** ou la **totalité**.

- Pour bénéficier de l'exonération, les **professionnels de santé** doivent en faire la **demande** auprès du **service des impôts avant le 1^{er} janvier de l'année** qui suit celle de leur installation ou de leur regroupement, et apporter les justifications nécessaires.

L'entrée en vigueur

- L'exonération débute à **compter de l'année qui suit celle de l'établissement ou du regroupement**.

Les **délibérations** doivent être prises **avant le 1^{er} octobre** d'une année pour être applicables l'**année suivante**.

☞ Les exonérations débiteront donc à compter des impositions établies au titre de 2006, pour les collectivités ayant délibéré avant le 1^{er} octobre 2005.

- La loi prévoyait toutefois la possibilité de faire bénéficier de l'exonération, **dès 2005**, les professionnels de santé concernés. A cette fin, ceux-ci devaient apporter les **justifications nécessaires** dans les 30 jours de la publication de la loi (soit **avant le 26 mars 2005**), et les **délibérations** des collectivités devaient intervenir dans le **même délai**.

LE PROLONGEMENT DE L'EXONERATION DES DROITS DE MUTATION SUR LES ACQUISITIONS DE BOIS ET FORETS DESTINES AU REBOISEMENT

[Article 118]

(Article 1137 du CGI)

- Afin de permettre la **reconstitution des forêts suite aux tempêtes de 1999**, le législateur a institué une **exonération des droits de mutation à titre onéreux** au profit des **acquisitions de parcelles forestières et de terrains nus** (non frappés d'une interdiction de boisement), lorsqu'elles remplissent certaines **conditions** :

- les **acquisitions** doivent être constatées par un **acte authentique signé avant le 1^{er} janvier 2005**,
- l'acquéreur doit prendre l'**engagement** dans l'acte d'acquisition de **reboiser les terrains nus** dans un délai de **5 ans** et de présenter dans le même délai une des **garanties de bonne gestion** prévues dans le code forestier.

☞ *Sont considérées comme présentant des garanties de bonne gestion :*

- les forêts soumises au régime forestier,
- les forêts dotées d'un plan simple de gestion agréé,
- les forêts dont les propriétaires ont adhéré à un groupement de producteurs forestiers reconnu en vue d'appliquer un règlement commun de gestion agréé,
- les forêts incluses dans un parc national ou classées comme forêts de protection et soumises à un règlement d'exploitation.

- La présente loi donne la **possibilité** aux **collectivités locales** de **prolonger** cette **exonération**.

A compter du 1^{er} janvier 2005, les **conseils généraux** et **municipaux** peuvent, par une **délibération**, décider d'**exonérer de droits de mutation** les **acquisitions** mentionnées ci-dessus, constatées par un **acte authentique signé entre cette date et le 1^{er} janvier 2011**.

☞ *Il ne s'agit donc plus d'une exonération de plein droit, comme dans le régime initial, mais d'une exonération facultative accordée sur décision des collectivités.*

- La **délibération** institutive doit être prise **avant le 31 mars de chaque année** pour être applicable au 1^{er} juin suivant.

- Les **modalités d'exonération** prévues dans le régime initial s'appliquent :

- en cas de **manquement** à l'un des deux **engagements pris** (reboisement et bonne gestion), l'acquéreur doit **verser l'imposition** dont il avait été exonéré, majorée de 1 %,
- l'acquéreur est **délié** de son **engagement** lorsqu'une **disposition législative ou réglementaire** ou une **décision** administrative édicte une **interdiction de reboisement**, postérieurement à la signature de l'acte.

LE PROLONGEMENT DU DEGREVEMENT DE TFPNB SUR LES PRES ET LANDES COMPRIS DANS LE PERIMETRE D'UNE ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE

[Article 123]

(Article 1398 A du CGI)

- Jusqu'à présent, les **parcelles** classées dans les catégories des **prés** et des **landes**, et comprises dans le périmètre d'une **association foncière pastorale** à laquelle adhère leur propriétaire, bénéficiaient d'un **dégrèvement total de taxe foncière sur les propriétés non bâties** perçues par les communes et leurs EPCI, **jusqu'en 2004**.
- Le présent article **prolonge de 10 ans** la durée de ce dégrèvement, qui s'appliquera donc **jusqu'aux impositions établies au titre de 2014**.

☞ *Les conditions d'octroi du dégrèvement ne sont pas modifiées. Pour que celui-ci soit applicable, l'association doit remplir le critère suivant : ses recettes provenant d'activités autres qu'agricoles ou forestières ne doivent excéder ni 30 % du chiffre d'affaires tiré de l'activité agricole et forestière, ni 30 000 €.*

- A compter de 2005, les **obligations déclaratives** à remplir pour bénéficier du dégrèvement, qui incombait jusqu'à présent aux propriétaires, sont transférées à l'**association**.

L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS SITUES DANS LES ZONES HUMIDES

[Article 137]

(Article 1395 D du CGI)

L'EXONERATION DE 50 % POUR LES TERRAINS SITUES EN ZONE HUMIDE

Le champ d'application

- Une **exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties** est instituée au profit des **parcelles non bâties** :
 - classées dans les catégories des **prés** et **landes**,
 - situées dans des **zones humides** définies dans le code de l'environnement,
 - faisant l'objet d'un **engagement de gestion pendant 5 ans** portant notamment sur la préservation de l'avifaune et le non-retournement des parcelles.

☞ *On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire sur lesquels la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.*

Les modalités d'exonération

- Il s'agit d'une **exonération de plein droit**, d'une durée de **5 ans**, applicable à la part communale et intercommunale de la taxe, à hauteur de **50 % de la cotisation** ; elle est **renouvelable** autant de fois qu'un **nouvel engagement** de gestion est souscrit.

☞ *L'exonération s'applique à compter de l'année qui suit celle de la signature de l'engagement. Celle-ci devrait donc commencer à s'appliquer à compter des impositions établies au titre de 2006.*

Les conditions d'exonération

- Les parcelles doivent figurer sur une **liste dressée par le maire sur proposition de la commission communale des impôts directs**.
- La **liste des parcelles** concernées ainsi que les **modifications** qui y sont apportées sont **communiquées** par le maire à l'**administration des impôts avant le 1er septembre** de l'année qui précède l'année d'imposition. Cette liste et les modifications sont **affichées en mairie**.

Pour bénéficier de l'exonération, le **propriétaire** doit fournir l'**engagement souscrit au service des impôts, avant le 1er janvier** de la **première année d'exonération**.

☞ *En cas d'inscription erronée sur la liste, ou lorsque les conditions pour bénéficier de l'exonération ne sont pas respectées, les impositions sont établies au profit de l'Etat, dans la mesure où la collectivité concernée a perçu de l'Etat une compensation fiscale.*

L'EXONERATION TOTALE POUR LES TERRAINS SITUES DANS LES ZONES NATURELLES

- L'exonération est portée à **100 %** de la **cotisation** pour les **terrains** :
 - situés dans **certaines zones naturelles** définies dans le code de l'environnement,
 - et faisant l'objet d'un **engagement de gestion** pendant **5 ans**, portant sur le non-retournement des parcelles en cause et sur le respect des chartes et documents de gestion ou d'objectifs approuvés au titre des réglementations relatives à ces zones.

☞ *Les zones naturelles concernées sont les zones humides répondant à certaines caractéristiques, les zones faisant partie du patrimoine du conservatoire de l'espace littoral, les parcs et réserves nationaux, les sites protégés, les zones de préservation et de surveillance du patrimoine biologique et les sites Natura 2000.*

- S'il existe, sur une même commune, des **parcelles** pouvant bénéficier des **deux dispositifs**, le maire doit dresser **deux listes distinctes, sur proposition de la CCID**.

LA COMPENSATION VERSEE AUX COLLECTIVITES

- L'**Etat** compense aux **collectivités** les **pertes de recettes** subies l'année précédente du fait de ces deux dispositifs.

La **compensation** est égale aux **bases d'imposition exonérées en n-1**, auxquelles on applique le **taux** de taxe foncière non bâtie voté l'**année n-1**.

☞ *Aucune compensation n'est versée aux EPCI à fiscalité mixte. Pour les communes appartenant à un syndicat à contributions fiscalisées, le taux communal est majoré du taux appliqué au profit de l'EPCI.*

L'EXONERATION DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES AU PROFIT DES TERRAINS SITUES DANS UN SITE NATURA 2000

[Article 146]

(Article 1395 E du CGI)

Le champ d'application

- Une **exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties** est instituée au profit des **terrains** :
 - **classés** dans les catégories des **terres, prés, vergers, bois, landes et lacs**,
 - **situés** dans un **site Natura 2000** et figurant sur la liste arrêtée par le préfet,

- faisant l'objet d'un **engagement**, pendant **5 ans**, d'une **gestion** respectant les **orientations** définies dans les **documents d'objectifs** établis pour chaque site. A cette fin, les **propriétaires** peuvent :
 - conclure avec l'autorité administrative un **contrat Natura 2000**, en contrepartie duquel une rémunération de l'Etat est prévue,
 - ou adhérer à la **charte Natura 2000** annexée au document d'objectifs du site concerné sans contrepartie financière de l'Etat.

☞ *Les sites Natura 2000 sont des zones spéciales de conservation ou de protection de certains habitats naturels, ainsi que de certaines faunes et flores sauvages, délimités par l'autorité administrative. Un document d'objectifs est établi pour chaque site.*

Les modalités d'exonération

- Il s'agit d'une **exonération totale, de plein droit**, d'une durée de **5 ans**, applicable à la part communale et intercommunale de la taxe ; elle est **renouvelable** autant de fois qu'un **nouvel engagement de gestion** est souscrit.
- L'exonération s'applique à compter de l'année qui suit celle de la **signature du contrat** ou de l'**adhésion à la charte**. Celle-ci devrait donc commencer à s'appliquer à compter des **impositions établies au titre de 2006**.

Les conditions d'exonération

- Le **préfet** doit communiquer à l'**administration fiscale**, **avant le 1^{er} septembre** de l'année qui précède l'année d'imposition, la **liste des parcelles** bénéficiant de l'exonération. Pour bénéficier de l'exonération, le **propriétaire** doit fournir au **service des impôts**, **avant le 1^{er} janvier de la première année d'exonération**, l'**engagement** souscrit concernant les parcelles considérées.
- En cas d'**inscription erronée** sur la liste, ou lorsque les **conditions** pour bénéficier de l'exonération ne sont **pas respectées**, l'administration peut **imposer** à la taxe les terrains en cause, dans la limite du délai de reprise qui court **jusqu'à la fin de l'année suivant** celle au titre de laquelle l'**imposition** est **due**. Les impositions sont établies au profit de l'Etat, dans la mesure où la collectivité concernée a perçu de l'Etat une compensation fiscale.

La compensation fiscale versée aux collectivités

- La **compensation** versée aux collectivités est **égale** à la **perte de bases** résultant de l'exonération, multipliée par le **taux** de taxe foncière non bâtie adopté en **2003**.

☞ *La base à retenir ne tient pas compte de la majoration pouvant être décidée par le conseil municipal au titre des terrains constructibles.*

Pour les communes qui appartenaient en 2003 à un syndicat à contributions fiscalisées, le taux voté est majoré du taux appliqué au profit de l'EPCI.

Pour les communes membres d'un EPCI soumis à TPU à compter du 1^{er} janvier 2004, le taux est majoré du taux voté en 2003 par l'EPCI.

LES MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA TVA POUR LES LOCATIONS D'IMMEUBLES A USAGE PROFESSIONNEL CONSENTIES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES

[Article 11]

- Cette disposition concerne les **locations soumises à TVA**. Il s'agit donc de **locations** :
 - de **locaux aménagés à usage professionnel**, soumises de plein droit à la TVA en vertu des dispositions fiscales,
 - de **locaux nus à usage professionnel**, qui sont exonérées de TVA, mais qui peuvent être imposées **sur option** du bailleur.

☞ *Les locations de locaux à usage d'habitation ne sont jamais soumises à la TVA.*

▪ Jusqu'à présent, les collectivités locales ne pouvaient récupérer, par la voie fiscale, la TVA qu'elles ont supportée en amont (sur les frais d'achat ou les travaux), que si le **loyer** réclamé **couvrait l'amortissement normal** des biens ; l'amortissement normal étant estimé à **4 % du prix de revient** du local pour les **immeubles de bureaux** ou à **usage professionnel**, ou **5 %** pour les **immeubles industriels**. Si le loyer n'atteignait pas ce seuil, l'administration accordait le droit à déduction de la TVA, lorsque les collectivités complétaient leur base d'imposition de manière à atteindre le niveau de l'**amortissement « normal »**.

▪ Désormais, les **collectivités locales** qui consentent, à titre onéreux, des locations d'immeubles à usage professionnel peuvent **récupérer**, par la voie fiscale, la **TVA amont**, **sans condition** en terme de **montant de loyer**. Ce mécanisme exclut donc les **locations à titre gratuit**, pour lesquelles **aucun droit à déduction** ne sera accordé.

☞ *Cette disposition s'applique à toutes les collectivités, quelle que soit leur taille et leur situation géographique.*

LE SOUTIEN AUX ACTIVITES ECONOMIQUES ET AU MAINTIEN OU A L'INSTALLATION DE CERTAINS PROFESSIONNELS EN MILIEU RURAL

LA POSSIBILITE POUR LES COLLECTIVITES DE CREER DES SERVICES DE PREMIERE NECESSITE
--

[Article 12]

(Article L.2251-3 du CGCT)

SITUATION ANTERIEURE

- Dans le cadre du **maintien** des **services nécessaires à la population en milieu rural**, les **communes** peuvent **accorder des aides** directes.
- Toutefois, **trois conditions** doivent être respectées pour autoriser la collectivité à intervenir :
 - il doit s'agir d'un **service nécessaire** à la **satisfaction** des **besoins** de la **population**,
 - les besoins de la population doivent se situer **en milieu rural**,
 - l'**initiative privée** doit être **défaillante** ou **absente**.

La **conclusion** avec le bénéficiaire d'une **convention** fixant les **obligations** de ce dernier conditionne ce type d'aides.

DISPOSITION NOUVELLE

- Dorénavant, il est **possible** pour une collectivité d'apporter une **aide** en vue de **maintenir** un **service**, mais aussi pour en assurer la **création**.
- La **création** (comme le **maintien**) n'est toutefois **possible** que **si** :
 - l'**initiative privée** est **défaillante** ou **insuffisante**,
 - le service est nécessaire à la **satisfaction** des **besoins de la population**,
 - les besoins de la population doivent se situer **en milieu rural**.
- La **collectivité** pourra désormais **confier** la **responsabilité** de **créer** ou de **gérer** un tel service à une **association** ou à **toute autre personne**.

☞ *Il s'agit ici d'une simple faculté que le législateur souhaite ne voir s'appliquer qu'à des cas exceptionnels.*

LA CREATION DES SOCIETES D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL (SIDER)

[Articles 17 et 18]

(Article L.112-18 du code rural)

LES DOMAINES D'INTERVENTION

▪ Les **sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER)**, dont le champ d'actions est limité aux seules **zones de revitalisation rurale (ZRR)**, peuvent réaliser les types d'**opérations** suivants :

- l'**investissement en immobilier** destiné aux **activités à caractère économique** et à l'**accueil de services collectifs d'intérêt économique général**, de **tourisme** et de **loisirs**.

☞ *La notion d'activité économique doit être entendue très largement (activités industrielles, artisanales, commerciales et libérales).*

- l'**acquisition** et la **réhabilitation** de **logements dégradés ou vacants** en vue de leur **remise sur le marché**,
- l'**acquisition** et la **transformation** en **logements de bâtiments à vocation agricole** qui ne sont **plus exploités**. Afin de sécuriser ce type d'opération, elle n'est permise que si l'**emprise foncière** sur laquelle est implanté le bâtiment concerné a fait l'objet d'un **plan d'ensemble**, précisant les **conditions d'utilisation du sol** et le **type de construction ou de réhabilitation** réalisé.

☞ *Il s'agit ici d'éviter qu'un permis de construire qui répond aux dispositions du PLU ou du POS soit annulé par les juges au prétexte que la zone d'implantation du bâtiment est une zone NC.*

Un tel projet pourra, notamment, être engagé à l'initiative de la collectivité ou du propriétaire concerné, dans le cadre d'une **révision simplifiée** du **plan local d'urbanisme (PLU)**.
Ceci exclut la possibilité d'une acquisition à titre spéculatif.

- la **réalisation** ou la **rénovation** d'**équipements touristiques, culturels, de loisirs et sportifs**.

LES MOYENS D'INTERVENTION

▪ Les **moyens d'intervention** des **SIDER** sont **analogues** à ceux des **sociétés d'investissement régional (SIR)**, résultant de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain.

Elles interviennent :

- par la **prise de participation** dans le **capital** de sociétés réalisant des opérations d'aménagement et de développement et par l'**octroi de garantie sur prêts**.

Cela entraîne, pour la **collectivité**, le risque de devoir **se substituer à l'emprunteur** en cas de **défaillance** de celui-ci, en assurant le remboursement des annuités à courir. Cette possibilité est encadrée par le code général des collectivités territoriales. Les collectivités locales ne peuvent **pas garantir plus de 50%** du montant total des **annuités**. Ce taux peut être porté à **80%** pour des **opérations d'aménagement** : politique locale de l'habitat, opération visant au maintien, à l'extension ou à l'accueil des activités économiques, à la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels (article L.300-1 du code de l'urbanisme).

- par la **dotation de fonds de garantie en fonds propres** (ou quasi fonds propres), notamment par la **prise de participation** dans le **capital** de sociétés ou l'**attribution de prêts participatifs**.

LA FORME JURIDIQUE

- Les SIDER revêtent la forme soit de **sociétés anonymes**, soit de **sociétés par actions simplifiées** et sont régies par le livre II du **code du commerce**.
- Le **capital** des SIDER est détenu par une ou plusieurs **régions**, en association avec une ou plusieurs **personnes morales de droit public ou privé**. Les autres collectivités locales, leurs groupements, les entreprises publiques ou privées peuvent donc participer aux **SIDER**.

☞ *La nécessité de la présence de la région dans le capital des SIDER résulte de leur compétence de principe en matière d'aides directes aux entreprises.*

- Les **collectivités**, ainsi que leurs **groupements**, qui **ne participent pas au capital** de la société, peuvent lui verser des **subventions**, sous réserve de passer une **convention** avec la **SIDER**.

☞ *Cette convention détermine notamment l'affectation et le montant des subventions, ainsi que les conditions et les modalités de restitution des subventions en cas de modification de l'objet social ou de cessation d'activité de la SIDER.*

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Chaque **région** (ou groupement de régions) a droit à **au moins un représentant** au **conseil d'administration** ou au **conseil de surveillance**, désigné en son sein par l'assemblée délibérante.

Au moins un tiers du **capital** des SIDER et des **voix** dans les organes délibérants est détenu par une **région** ou, conjointement, par **plusieurs régions**.

Les **organes délibérants** de la ou des **régions** actionnaires, ainsi que, le cas échéant, des **autres collectivités** ou **groupements** actionnaires, se prononcent sur le **rapport écrit** qui leur est soumis **au moins une fois par an** par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance de la société.

LES AVANTAGES FISCAUX

- Les SIDER bénéficient des **mêmes avantages fiscaux** que ceux instaurés en milieu urbain pour les **sociétés d'investissement régional (SIR)**.

☞ *Les entreprises qui investiront dans le capital des SIDER pourront bénéficier d'un amortissement exceptionnel égal à la moitié de leur souscription au capital de ces sociétés, déductibles de leur résultat imposable.*

LES AIDES POUVANT ETRE OCTROYEES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES POUR FAVORISER LE MAINTIEN OU L'INSTALLATION DE PROFESSIONNELS DE SANTE, OU POUR FINANCER DES CENTRES DE SANTE, DES MAISONS MEDICALES OU DES EQUIPEMENTS SANITAIRES

[Articles 108 et 111]

(Article L.1511-8 du CGCT)

L' AIDE A L'INSTALLATION DES PROFESSIONNELS DE SANTE, AUX CENTRES DE SANTE ET AUX MAISONS MEDICALES

- Les **collectivités locales** et leurs **groupements** peuvent **octroyer** des **aides** visant à **favoriser l'installation** ou le **maintien** des **professionnels de santé** dans les **zones rurales ou urbaines** (définies à l'article L.162-47 du code de la sécurité sociale) dans lesquelles est constaté un **déficit en matière de soins**.

Ces zones, dont la **définition** est prévue dans un **décret**, sont **déterminées** par le **préfet de région**, après avis du conseil régional de la santé. Elles ne sont pas limitées aux seules zones rurales et correspondent à une typologie différente de celle des ZRR.

- Des **aides** pourront également être attribuées, dans les mêmes conditions, aux **centres de santé** tels que définis par l'article L.6323-1 du code de la santé publique. Il s'agit de centres qui assurent des **activités de soin sans hébergement** et participent à des **actions de santé publique** ainsi qu'à des **actions sociales**.

☞ *L'attribution de ces aides n'exclue pas les autres aides octroyées par les collectivités aux centres de santé.*

La notion de professionnels de santé permet de toucher également les professions paramédicales. De tels dispositifs existaient déjà, mais cet article permet d'identifier clairement cette possibilité d'aide au sein d'un article unique.

- Des **conventions tripartites** doivent être conclues entre les **collectivités** (et **groupements**) qui attribuent l'aide, les **organismes d'assurance maladie** et les **professionnels de la santé** concernés.
- La **nature** et les **conditions d'attribution** de ces **aides** seront précisées par un **décret pris en Conseil d'Etat**. Celles-ci pourront notamment être subordonnées à des modes d'**exercice de groupe** ou d'**exercice pluriprofessionnel**, destinés à améliorer la **continuité** et la **qualité des soins**.
- Il est également prévu que les **collectivités territoriales** et leurs **groupements** pourront attribuer des **aides** visant à **financer** des **structures** participant à la **permanence des soins**, notamment des **maisons médicales**.

L' AIDE A LA CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS SANITAIRES EN ZONE DE MONTAGNE

- En **zones de montagne**, pour assurer le **maintien de services**, les **collectivités territoriales** ou leurs **groupements** peuvent **construire** ou **subventionner** la **réalisation d'équipements sanitaires**, dans le respect des **décisions** de la commission exécutive de l'**agence régionale de l'hospitalisation (ARH)**.

☞ *Les ARH, mises en place par l'ordonnance du 24 avril 1996, ont pour mission :*

- *de mettre en œuvre, sur le plan régional, la politique hospitalière du gouvernement,*
- *d'analyser et de coordonner l'activité des établissements de santé publics et privés,*
- *de conclure avec eux des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens,*
- *et de déterminer leurs ressources.*

- Ces investissements peuvent bénéficier du **soutien financier** de l'**Etat**, au même titre que les **investissements des communes**.

L'ELIGIBILITE AU FCTVA DE CERTAINS INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

- Les **investissements immobiliers** réalisés par les **communes** et/ou leurs **groupements**, destinés à l'**installation des professionnels de santé** et/ou à l'**action sanitaire et sociale**, sont **éligibles** au FCTVA.

☞ Cette disposition vise à ouvrir le droit au FCTVA au profit des collectivités qui engageraient des travaux de construction ou de réhabilitation de bâtiments destinés à accueillir les professions de santé dans des territoires connaissant des difficultés.

La présente mesure a été introduite par l'Assemblée nationale, contre l'avis du Gouvernement, qui avait jugé que le FCTVA était une aide à l'investissement qui ne pouvait porter que sur des dépenses entrant dans le champ de compétence des collectivités locales, sur des biens intégrés dans leur patrimoine (et non mis à la disposition de tiers), ce qui n'est pas le cas des biens immobiliers destinés à l'installation des professionnels de santé ou à l'action sanitaire et sociale. Il est vraisemblable qu'une circulaire devra en préciser les conditions d'attribution.

L'ATTRIBUTION D'INDEMNITES AUX ETUDIANTS EN MEDECINE

- Les **collectivités** (et leurs groupements) peuvent **attribuer** :
 - des **indemnités de logement et de déplacement** aux **étudiants de troisième cycle de médecine générale**, lorsqu'ils effectuent leurs **stages** dans les **zones** (définies par la loi de financement de la sécurité sociale), dans lesquelles est constaté un **déficit en matière d'offre de soins**,
 - une **indemnité d'étude et de projet professionnel** à tout **étudiant en médecine**, à partir de la 1^{ère} année du troisième cycle, s'il **s'engage** à exercer comme **médecin généraliste au moins 5 années** dans l'une des **zones déficitaires**.

☞ Pour bénéficier de cette aide, l'étudiant signe un contrat avec la collectivité qui l'attribue.

- Des **décrets** détermineront les **conditions d'attribution** et les **montants maximum** de ces indemnités.

LES DISPOSITIONS ANTERIEURES A LA LOI DU 23 FEVRIER 2005 APPLICABLES DANS LES TERRITOIRES RURAUX DE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRE (TRDP)

▪ La loi d'orientation pour l'aménagement du territoire du 4 février 1995 a institué **deux catégories** de zones rurales :

- les **territoires ruraux de développement prioritaire (TRDP)**, qui recouvrent les **zones défavorisées** caractérisées par leur **faible niveau de développement économique**.

☞ *La liste de ces zones a été fixée par les décrets n° 94-1139 du 26 décembre 1994 et n° 99-339 du 28 avril 1999.*

- les **zones de revitalisation rurale (ZRR)**, qui sont incluses dans les **TRDP** et confrontées à des **difficultés accentuées de développement**.

☞ *La définition de ces zones est donnée par l'article 1465 A du CGI, leur liste étant fixée par le décret n° 96-119 du 14 février 1996.*

LES MESURES APPLICABLES DANS LES TRDP

- **exonération temporaire d'impôts sur les bénéfices** (art. 44 sexies du CGI, modifié par les art. 7 et 8 de LRDTR),
- **exonération temporaire facultative de taxe foncière, de taxe professionnelle et des taxes consulaires** pour les **entreprises nouvelles** (art. 1383 A, 1464 B et 1602 A, modifiés par l'art. 9 de la LRDTR), [page 9]
- **avantages fiscaux** aux preneurs de contrats de **crédit-bail immobilier**, en cas de cession (art. 239 sexies D du CGI, modifié par l'art. 2.III de la LRDTR), [page 8]
- **réduction des droits de mutation** pour les **acquisitions de fonds de commerce et de clientèles** (art. 722 bis du CGI),
- **réduction des droits de mutation** pour les **acquisitions d'immeubles ruraux** exploités par des **jeunes agriculteurs** (art. 1594 F quinquies du CGI),
- **exonération temporaire facultative de taxe professionnelle** dans le cadre de l'**aménagement du territoire** (art. 1465 du CGI).

☞ *Cette dernière exonération est subordonnée à une délibération préalable des collectivités territoriales ou des EPCI à fiscalité propre. La délibération fixe la durée (5 ans maxi), la quotité de l'exonération et les opérations concernées.*

Ces opérations peuvent être :

- la **création, l'extension ou la décentralisation d'activités industrielles** ou de **recherche scientifique et technique**, ou de **services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique**,
- la **reconversion** dans le même type d'activités,
- la **reprise d'établissements en difficulté** exerçant le même type d'activités.

L'exonération dans le cadre de l'aménagement du territoire s'appliquera dans les TRDP jusqu'au 31 décembre 2006. Elle ne s'appliquera plus dans les ZRR qui ne seront pas également classées en TRDP.

LES DISPOSITIONS ANTERIEURES A LA LOI DU 23 FEVRIER 2005 APPLICABLES DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALES (ZRR)

- Les **zones de revitalisation rurale (ZRR)** comprennent les **communes** :
 - appartenant aux **territoires ruraux de développement prioritaire (TRDP)**,
 - et situées :
 - dans les **arrondissements** dont la **densité démographique** est inférieure ou égale à **33 habitants au km²**,
 - ou dans les **cantons** dont la **densité** est inférieure ou égale à **31 habitants au km²**.

Ces arrondissements ou cantons doivent en outre répondre à l'un des trois **critères** suivants :

- le **déclin** de la **population totale**,
- le **déclin** de la **population active**,
- un **taux de population active agricole** supérieur au **double** de la **moyenne nationale**.

Les ZRR comprennent également les **communes** situées dans les **cantons** dont la **densité** est **inférieure** ou **égale** à **5 habitants au km²**.

LES MESURES APPLICABLES DANS LES ZRR

- Au-delà des avantages accordés dans les TRDP, sont applicables :
 - **amortissement exceptionnel** des **immeubles à usage industriel ou commercial** (art. 39 quinquies D du CGI),
 - **réduction d'impôt** en faveur des **investissements locatifs dans les résidences de tourisme** (art. 199 decies E à G du CGI, modifiés par l'art. 20 de la LRDTR),
 - **abattement facultatif** sur l'assiette des **droits de mutation** pour les **acquisitions d'immeubles d'habitation** et de **garages** (art. 1594 F ter du CGI),
 - **exonération temporaire** de **cotisations sociales** (art. L.322-13 du code du travail et art. 15 de la LRDTR),
 - **exonération temporaire de droit** de la **taxe professionnelle** (art. 1465 A du CGI).
- Cette dernière **exonération**, d'une durée de **5 ans**, s'applique **sauf délibération contraire** des collectivités territoriales. Elle leur est **compensée** et concerne :
 - les **mêmes opérations** que celles pouvant bénéficier aux entreprises dans les **TRDP**, [voir annexe 1]
 - les **créations d'activités** réalisées par des **artisans**.
- La LRDTR étend le bénéfice de cette exonération de droit aux :
 - **créations d'activités** réalisées par des entreprises qui exercent une **activité non commerciale** – ex. : professions libérales – (art. 7-I à III), [voir page 6]
 - **créations d'activités commerciales** et **reprises d'activités commerciales, artisanales** ou **non commerciales** réalisées dans les **communes de moins de 2 000 habitants** par des entreprises exerçant le même type d'activité (art. 2). [voir page 5]
- Par ailleurs, **trois nouveaux avantages** sont institués par la LRDTR dans les **ZRR** :
 - **exonération temporaire facultative** de **taxe foncière** pour les **logements locatifs acquis et améliorés** avec l'aide de l'**ANAH** (art. 10), [voir page 11]
 - **exonération temporaire facultative** de **taxe professionnelle** en faveur des **médecins** et **auxiliaires médicaux** (art. 114), [voir page 13]
 - **déduction forfaitaire majorée** sur les **revenus fonciers** provenant des **logements** pour lesquels l'option « déduction au titre de l'**amortissement Robien** » a été exercée (art. 100).

ACTIVITES : QUELQUES DEFINITIONS UTILES

- Une **création d'activité** correspond à une **implantation nouvelle** d'une entreprise dans une commune, **sauf** lorsque cette création résulte :
 - du **transfert** d'une **activité précédemment exercée** dans une **autre commune**,
 - d'un **changement d'exploitation**.

- La **reprise d'activité** porte en principe sur la **totalité** des **moyens de production** de l'établissement. Elle peut être effectuée :
 - par **acquisition directe** des divers **éléments** composant le **fonds de commerce** et des **immeubles** affecté à l'exploitation,
 - par **acquisition** des **parts** ou **actions** représentatives du **capital de la société**,
 - par la **prise en location-gérance** du fonds de commerce.

- Parmi les **activités commerciales**, peuvent être citées :
 - les **commerces** proprement dits (achat et vente, sans transformation, de tous produits ou matière premières),
 - les **commerces de location**,
 - les **hôtels, restaurants, cinémas, etc.**
 - les entreprises de **commission** et de **courtage**,
 - les **agences** et **bureaux d'affaires**,
 - les **banques** et les **assurances**,
 - les **marchands de biens, lotissements** et **intermédiaires immobiliers**,
 - les activités de **pêche maritime**.

- Les **activités artisanales** sont exercées par des chefs d'entreprises artisanales, inscrits au **répertoire des métiers** et qui exercent une **activité manuelle** exigeant une certaine **qualification**.

- Les **activités professionnelles non commerciales** comprennent :
 - les **professions libérales** (ex. : avocat, expert-comptable, géomètre, etc.),
 - les revenus des **charges** et **offices**, dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçants (ex. : notaire, huissier, etc.),
 - les profits provenant de toutes **occupations, exploitations lucratives** et **sources de revenus** ne se rattachant **pas** à une **autre catégorie** de bénéfices ou de revenus.

**L'ARTICLE 1465 DU CODE GENERAL DES IMPOTS
RELATIF AUX EXONERATIONS FACULTATIVES DE TAXE PROFESSIONNELLE
DANS LES TERRITOIRES RURAUX DE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRE (TRDP)**

Dans les **zones** définies par l'autorité compétente où l'**aménagement du territoire** le rend utile, les **collectivités locales** et leurs **groupements dotés d'une fiscalité propre** peuvent, par une **délibération** de portée générale, **exonérer** de la **taxe professionnelle** en totalité ou en partie les **entreprises** qui procèdent sur leur territoire, soit à des **décentralisations, extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique**, soit à une **reconversion** dans le **même type d'activités**, soit à la **reprise d'établissements en difficulté** exerçant le **même type d'activités**. Cette délibération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de **cinq ans** l'application du régime d'imposition de droit commun. Pour les opérations réalisées à **compter du 1er janvier 1995**, l'exonération s'applique dans les **zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire** et dans les **territoires ruraux de développement prioritaire définis par décret**.

Lorsqu'il s'agit de **décentralisations, extensions ou créations d'établissements industriels ou de recherche scientifique et technique** répondant à des **conditions** fixées par **décret** en tenant compte notamment du **volume des investissements** et du **nombre des emplois créés**, l'exonération est acquise **sans autre formalité**. Dans les autres cas, elle est soumise à **agrément** dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies.

Quand l'**agrément** est nécessaire pour des **entreprises petites ou moyennes**, il est accordé par une **procédure décentralisée**.

Quand l'**agrément** n'est **pas nécessaire**, l'**exonération** porte sur l'**augmentation nette des bases d'imposition** résultant des immobilisations nouvelles appréciée par rapport à la dernière année précédant l'opération ou par rapport à la moyenne des trois dernières années si celle-ci est supérieure. Toutefois, le **prix de revient** des immobilisations exonérées ne peut excéder **1 524 490 euros par emploi créé**. Par **délibération**, les collectivités locales peuvent fixer ce montant à un **niveau moins élevé**.

L'entreprise ne peut bénéficier d'une **exonération non soumise à agrément** qu'à condition de l'avoir indiqué au service des impôts au plus tard lors du dépôt de la **première déclaration** dans laquelle doivent figurer les éléments nouveaux concernés.

L'entreprise déclare chaque année les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération. Deux périodes d'exonération ne peuvent courir simultanément.

L'exonération cesse pour la période restant à courir lorsqu'au cours de cette période l'entreprise ne remplit plus les conditions exigées pour l'obtention de cette exonération.

Pour l'application du présent article, les **délibérations** prises par les **conseils municipaux** s'appliquent aux **impositions perçues au profit des groupements de communes autres que les communautés urbaines** en ce qui concerne les **décentralisations, extensions, créations, reconversions d'activité ou reprises d'établissements en difficulté réalisées avant le 1er janvier 1991**. Les **délibérations** instituant l'exonération **prises en 1995** par les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre s'appliquent aux opérations réalisées à **compter du 1er janvier 1995**.

Lorsque **tout ou partie de la part communale de la taxe professionnelle** acquittée par les entreprises implantées sur une **zone d'activités économiques créée ou gérée par un groupement de communes** est affectée à ce **groupement** en vertu de l'article 11 modifié de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, celui-ci est **substitué à la commune** pour l'application du présent article.

Nonobstant les dispositions de l'article L174 du livre des procédures fiscales, **toute entreprise qui cesse volontairement son activité pendant une période d'exonération** prévue au présent article, **ou dans les cinq années suivant la fin de celle-ci**, est tenue de **verser les sommes** qu'elle **n'a pas acquittées** au titre de la **taxe professionnelle**.

Un **décret** en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

**L'ARTICLE 1465 A DU CODE GENERAL DES IMPOTS
RELATIF A LA DEFINITION DES ZONES DE REVITALISATION RURALE (ZRR) ET
AUX EXONERATIONS DE DROIT DE TAXE PROFESSIONNELLE DANS CES ZONES**

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OPERATIONS REALISEES A COMPTER DU 1ER JANVIER 1998

I. - **Sauf délibération contraire** de la **collectivité territoriale** ou du **groupement** de collectivités territoriales, dans les **zones de revitalisation rurale** dont le périmètre est défini par décret, les **entreprises** qui procèdent aux **opérations mentionnées au premier alinéa de l'article 1465** dans les conditions et sous réserve, le cas échéant, de **l'agrément** prévu à cet article sont **exonérées de taxe professionnelle**. Cette exonération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de **cinq ans** l'application du régime d'imposition de droit commun.

Cette exonération s'applique également aux **créations d'activités** dans les **zones de revitalisation rurale** réalisées par des **artisans** qui effectuent principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou des prestations de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global, tous droits et taxes compris, ou par des **entreprises qui exercent une activité professionnelle au sens du premier alinéa de l'article 92**. Dans les **communes de moins de deux mille habitants**, l'exonération s'applique également aux **créations d'activités commerciales** et aux **reprises d'activités commerciales, artisanales ou au sens du 1 de l'article 92**, réalisées par des **entreprises exerçant le même type d'activité**, dès lors qu'au cours de la **période de référence** prise en compte pour la première année d'imposition, l'activité est exercée dans l'établissement avec **moins de cinq salariés**.

II. - Les **zones de revitalisation rurale** comprennent les **communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre**, incluses dans un **arrondissement** ou un **canton** caractérisé par une **très faible densité de population** ou par une **faible densité de population** et satisfaisant à **l'un des trois critères socio-économiques** suivants :

- a) un **déclin de la population**;
- b) un **déclin de la population active** ;
- c) une **forte proportion d'emplois agricoles**.

En outre, les **établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont **au moins la moitié de la population est incluse en zone de revitalisation rurale** en application des critères définis aux alinéas précédents sont, pour l'ensemble de leur périmètre, **inclus dans ces zones**.

Les zones de revitalisation rurale comprennent également les **communes appartenant au 1er janvier 2005 à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont le territoire présente une **faible densité de population** et satisfait à **l'un des trois critères socio-économiques** définis aux a, b et c. Si ces **communes intègrent un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre non inclus** dans les ZRR, elles **conservent le bénéfice** de ce classement jusqu'au **31 décembre 2009**.

La **modification** du **périmètre** de l'établissement public de coopération intercommunale **en cours d'année** n'emporte d'effet, le cas échéant, qu'à **compter du 1er janvier de l'année suivante**.

Les **communes classées en zone de revitalisation rurale antérieurement** à la promulgation de la **loi n° 2005-157 du 23 février 2005** relative au développement des territoires ruraux, qui respectent les **critères définis aux a, b et c**, mais qui ne sont **pas membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre**, **restent classées** en zone de revitalisation rurale **jusqu'au 31 décembre 2006**.

Les dispositions des **cinquième, sixième, septième et dixième alinéas de l'article 1465** sont applicables aux exonérations prévues au premier alinéa du I. Toutefois, pour l'application du dixième alinéa de l'article 1465, l'imposition est établie au profit de l'Etat.

III. - Un **décret en Conseil d'Etat** précise les **conditions d'application** du II et en particulier les **critères et seuils** visant à **déterminer le périmètre des zones de revitalisation rurale**.

**LA COMPENSATION DES EXONERATIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE
DANS LES ZRR VISEES A L'ARTICLE 1465 A DU CGI**
(ARTICLE 52-III MODIFIE DE LA LOI D'ORIENTATION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
ARTICLE 95 DE LA LOI DE FINANCES POUR 1998 ET ARTICLE 53 DE LA LOI DE FINANCES POUR 2004)

EXTRAIT DE LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE N° LBL/B/05/10018/C DU 4 MARS 2005

- L'article 52-III modifié de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995 a prévu la **compensation des exonérations de taxe professionnelle de plein droit** pour une durée de **cinq ans** dans les **ZRR** au titre des **créations et extensions** :
 - d'**activités industrielles** ou de **recherche scientifique et technique**,
 - ou de **services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique**.
- L'article 95 de la loi de finances pour 1998 a **étendu** le bénéfice de cette **exonération** :
 - aux « **décentralisations** » d'**activités industrielles** ou de **recherche scientifique et technique, de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique**,
 - aux **reconversions** dans le **même type d'activité**,
 - et aux **reprises d'établissements en difficultés** exerçant le même type d'activité.

Cette exonération a également été étendue aux **artisans** qui effectuent principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou de prestations de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global et qui créent une activité dans les **zones de revitalisation rurale**.

- Le **calcul** de la **compensation ZRR** accordée à chaque **collectivité** ou **EPCI** au titre d'une année donnée s'effectue de la manière suivante :

- pour les **créations et extensions** :

bases exonérées année n

X

taux de taxe professionnelle 1994

- pour les **décentralisations, les reprises d'entreprises en difficulté** et les **artisans** :

bases exonérées année n

X

taux de taxe professionnelle 1997

- Si l'**EPCI** percevait la **taxe professionnelle unique** en **1994** ou **1997**, on applique :
 - le **taux voté** ces années-là,
 - ou, le cas échéant, le **taux effectivement appliqué sur le territoire des communes** concernées par les ZRR, dans le cas d'une intégration fiscale progressive.

Si l'**EPCI** n'a perçu la **taxe professionnelle unique** qu'à compter de **1995** ou **1998**, on applique le **taux moyen pondéré** de taxe professionnelle de **1994** ou **1997** constaté pour l'**ensemble des communes membres de l'EPCI**.

☞ *Les communautés de communes à fiscalité additionnelle qui n'existaient pas en 1994 ou 1997 ne bénéficient pas de compensation.* [VOIR PAGE 7]